

le français afin de tenter de comprendre le tiers de ce pays qui s'exprime dans cette langue. Il me semble que nous devrions tous faire des efforts de cette sorte. Nous nous berçons seulement d'illusions si nous nous imaginons que nous allons préserver l'unité du Canada de cette manière. Il n'en sera rien. Des changements sont nécessaires dans le domaine économique et social. Il faut que toutes les régions du pays se sentent des partenaires égales au sein de la Confédération, sinon le Canada pourrait bien ne pas célébrer son 150<sup>e</sup> ou son 200<sup>e</sup> anniversaire en tant que nation.

Il y a une bonne dose d'ironie dans le fait que le premier ministre qui s'était fait l'apôtre de l'unité nationale, de l'élimination des disparités et des injustices économiques a plus contribué jusqu'ici à désunir ce pays qu'aucun autre premier ministre dans toute l'histoire du Canada. Il ne détruit pas seulement les finances des cultivateurs des Prairies, mais encore leur mode de vie. Cela est très important. Des députés ont fait remarquer que les victimes étaient non seulement les cultivateurs, mais encore les petits commerçants et l'ensemble des habitants de l'Ouest.

Le fermier a planté son blé bon an mal an. Et maintenant le gouvernement vient lui dire de ne plus en semer, qu'on ne peut plus le vendre. Le fermier n'a pas le choix. C'est un peu comme si on disait à un médecin: «Ne pratiquez plus la médecine, car nous n'avons pas assez d'hôpitaux pour vous.» Une foule de petits cultivateurs se trouveront dans une situation précaire. Et ces petits cultivateurs ne peuvent émigrer vers les villes, car ils seraient tout à fait perdus dans le milieu urbain. Ceux qui n'ont ni qualification ni formation viendraient gonfler les rangs des sans-travail et du sous-prolétariat urbain.

Le ministre peut contribuer à atténuer la situation qui existe aujourd'hui en Saskatchewan et, à vrai dire, partout dans les Prairies. Le problème prend une dimension nationale. Bientôt, il n'intéressera plus seulement les habitants des Prairies. Des ouvriers de l'industrie ontarienne des machines ont déjà été mis à pied. Et d'autres encore qui œuvrent au sein d'industries proches de l'agriculture seront congédiés sous peu.

● (12.10 a.m.)

Le ministre d'État de Saskatoon pourrait être d'un grand secours. Les Canadiens de l'Ouest comptent sur lui. Chaque fois que je me rends dans cette région, ils me demandent «Comment est-il au fond? Que va-t-il faire pour nous? A-t-il le courage de tenir tête au premier ministre (M. Trudeau)?» Jusqu'à maintenant, j'ai répondu: «Je l'espère, je n'en ai pas eu de preuve mais je pense qu'il le fera.» Maintenant je n'en suis pas si sûr. Si le

ministre d'État n'a pas le courage de modifier la politique gouvernementale, il serait préférable qu'il démissionne au plus tôt. S'il ne démissionne pas, le congé que lui a accordé l'Université de la Saskatchewan expirera bientôt, comme l'a fait remarquer il y a quelques instants un député de ce côté-ci de la Chambre.

La situation est grave. Tous les intéressés connaissent des difficultés financières, non seulement les cultivateurs, mais tout le monde dans la province, surtout dans une circonscription comme la mienne où la plupart des villes sont relativement petites et où tout le monde est tributaire du revenu des cultivateurs. Le revenu agricole a baissé, tout comme le revenu non agricole. Le chômage a presque atteint un sommet sans précédent et, comme l'a dit le député de Regina-Est (M. Burton) la population a fléchi. Je crois que la Saskatchewan a été la seule province, l'année dernière, à connaître une baisse démographique. Quant aux marchés, à mon avis, il y en a. Mais il nous faut adopter une nouvelle politique de vente. Des gens ont faim et ils sont prêts à manger notre blé pourvu que nous puissions commercer avec eux et mettre sur pied un système d'échanges. A nouveau, j'exhorte le ministre d'État à modifier la politique du cabinet et à donner un coup de barre. Sans quoi il ne sera pas le seul à en subir les conséquences. D'autres Canadiens de l'Ouest se trouveront aussi désavantagés avant bien longtemps.

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas besoin de souligner que le problème actuel du blé est vraiment très grave. Nous qui, il y a trois ans, parlions de faire pousser tout le blé que nous pouvions, devons maintenant réduire un excédent qui, à la fin de cette campagne agricole, se montera à un milliard de boisseaux.

Les facteurs responsables de cette situation sont nombreux et variés. Il y a eu dans les pays habituellement considérés comme importateurs, une tendance à se suffire à eux-mêmes, grâce à une utilisation accrue des engrais, à une nouvelle technologie, à des ressources hydrauliques, aux pesticides et le reste. Pour un certain temps du moins, la production mondiale des céréales semble avoir rattrapé la demande, d'où une congestion des marchés de blé dans le monde. La production totale de blé a augmenté de 43 p. 100 entre 1954-1959 et 1966-1967. Les principaux facteurs influant sur les exportations de blé ont été la culture de variétés améliorées de riz hâtif et la tendance à obtenir une récolte double ou triple. Cette tendance s'affirme depuis bon nombre d'années. Elle a été encouragée pour des raisons économiques, techniques et politiques, mais on n'a guère pris conscience de son importance au Canada